



Virée à la campagne cette semaine pour une rencontre avec Catherine Lapoirie. Loin des considérations partisans, le maire d’Ay-sur-Moselle, qui multiplie les projets atypiques, confie ses doutes, mais aussi ses envies qui ne sont pas des ambitions.

Pour commencer, une brève définition de ce que c’est être maire d’une commune rurale de 1 600 habitants aujourd’hui...

Catherine LAPOIRIE : « On n’est plus un vrai village dans le sens où on l’entend généralement. On est des rurbains semble-t-il, ce qui n’est pas très beau comme terme. Je pense qu’on ne s’imagine pas tout ce qu’on fait dans une mairie. On gère tout, de l’école aux voiries. Surtout dans une petite mairie... J’ai déjà dégagé la neige... On n’est pas structuré comme dans les grandes communes. Si bien que, quand j’arrive le matin, je ne sais jamais vraiment ce qui m’attend. Moi, les gens, ils rentrent dans mon bureau sans frapper, comme ça. Ils me disent : Tiens, j’ai vu ton vélo... J’aimerais même qu’ils viennent plus

et participent à la vie municipale parce qu'on gère de l'argent public tout de même. »

Vous vous sentez isolée ?

« Ce n'est pas toujours facile, même si notre force, à Ay, c'est qu'on travaille en équipe. On parle beaucoup. On est soudé. Par exemple, je dois régler un problème de construction en zone inondable. La préfecture me dit : il faut faire démolir. Sur le papier, c'est simple, mais, quand vous avez les gens en face de vous, ça l'est moins... C'est difficile. Alors, on fait jouer le système D. Avec mes collègues maires, on s'épaule, on s'appelle pour se donner des conseils. On dit, voilà, T'as déjà eu ce cas-là ? »

Il existe une solidarité entre vous ?

« Ben oui, parce que tout devient compliqué, en fait. En douze ans, j'ai pu mesurer l'évolution. Aujourd'hui, on est plus exposé. En plus, dans les villages, on est vraiment en première ligne. On n'a pas des services juridiques pour nous entourer. »

C'est désagréable, ça ? Est-ce que les lourdeurs administratives font qu'on est tenté de baisser les bras, de ne plus prendre de décisions ?

« Ça, on ne peut pas. Il faut avancer, même si tout est très lent. Il a fallu, par exemple, quatre ans pour faire aboutir L'Ayotte, notre magasin de produits fermiers. Maintenant, on avance sur notre projet de brasserie communale et notre éco-quartier. À côté de ça, on a racheté la boulangerie et on voudrait y faire un coin bistrot. Les idées ne manquent pas, mais j'ai appris la patience. »

Est-ce que ce ne serait pas à l'intercommunalité (Rives de Moselle) de porter ce type d'opérations ?

« Il faut que les communes restent les communes, sinon, on est à un stade au-dessus et on perd la proximité avec les gens. L'interco, pour moi, c'est un outil. Par exemple, dans six mois, l'État va se désengager de l'instruction des permis de construire. Voilà, ça, c'est un service que peut mettre en place l'intercommunalité. Par contre, le Plan local d'urbanisme, je pense que les communes doivent en conserver la maîtrise. »

Vous voulez garder le pouvoir d'agir, en somme ?

« On est là pour ça. Et puis, j'aime que ça bouge. C'est ce qui est passionnant. Si on n'a pas de projet, c'est ennuyeux. Les projets, c'est notre raison d'être. Et s'ils ont une portée économique, comme L'Ayotte ou la brasserie, c'est encore

mieux. On n'est pas obligé de dépenser plus pour faire de belles choses, il faut juste se casser un peu la tête. Ici, c'est le premier adjoint qui a dessiné les poubelles et les bacs à fleurs, par exemple. On se prend en main. »

Vous vous sentez femme politique ?

« Je ne suis pas une politicienne. Je ne viens pas de là. Je n'arriverais pas à suivre aveuglément la ligne d'un parti. C'est plus un trait de caractère qu'autre chose. Je ne suis pas une rebelle, mais je ne peux pas. J'essaye d'être honnête et juste dans ce que je fais. C'est déjà pas mal. Nous, quelque part, on a certaines convictions, mais notre satisfaction, c'est surtout de voir que les choses fonctionnent. »

À votre niveau, l'administration est un poids ou une alliée ?

« On entend parler de choc de simplification, franchement... J'ai l'impression que les hauts fonctionnaires ne vivent pas dans le même monde que nous. Ils devraient aller dans les petites communes et se rendre compte de la vraie vie. Cela dit, je trouve que les relations avec la préfecture se sont nettement améliorées. Quand j'ai commencé, le sous-préfet était une sorte de dignitaire de l'État, inaccessible. Ça a beaucoup changé. »

Au final, vous vous sentez un petit maire rural ?

« Je ne me sens pas un petit maire. Je suis maire d'une petite commune. Moi, je ne me verrais pas maire d'une grande ville. Ce n'est pas du tout la même chose, le maire d'une grande ville est plus en représentation. Il ne va pas lire ses tableaux Excel pour vérifier la consommation d'électricité de sa commune... Et puis, maire d'une grande ville, c'est de la politique. Je crois que je ne supporterais pas. Ce n'est pas dans ma nature. Je suis bien où je suis, je n'ai pas d'ambitions électorales pour les prochains mois, je me sens à ma place. »

« Quand j'ai commencé, le sous-préfet était une sorte de dignitaire de l'État, inaccessible »

Propos recueillis par Thierry FEDRIGO.